

Nouvelles locales du mercredi 24 août 2011

@rib News, 24/08/2011 | Politique - « Le pouvoir a perdu sa légitimité » cause de son incapacité à gérer les questions relatives à la sécurité du pays, des citoyens et de leurs biens, cause de la mauvaise conception du pouvoir, de l'aggravation de la crise de confiance dans le pays, de la violation flagrante de la Constitution et les autres lois, de l'absence du leadership dans le pays, des violations massives des droits de la personne humaine et des libertés publiques, des pratiques de corruption et de détournement des deniers publiques » a déclaré le président du parti Frodebu, en même temps président de la coalition des partis politiques de l'opposition, ADC-Ikibiri. [Rtr/Rpa/isanganiro]

- L'alliance des démocrates pour le changement trouve que si jamais le pouvoir ne fait pas de son mieux pour commencer des négociations et si le même gouvernement persiste dans ses erreurs, l'opposition sera obligée d'utiliser tous les moyens « politico-militaire et diplomatique » pour obliger Bujumbura à négocier, avec le gouvernement surtout qu'il a perdu sa légitimité, a déclaré le président de l'ADC-Ikibiri, Léonce Ngendakumana. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]

Cependant ces partis de l'opposition soulignent qu'ils ont de l'espoir que le pouvoir ne va pas attendre des jours pour négocier alors qu'il y a des appels de partout à l'endroit du gouvernement pour entamer des négociations le plus rapidement possible, sans pour autant attendre l'usage de la force. Pour limiter les dégâts au Burundi surtout ces derniers jours, les partis de l'opposition trouvent « que les négociations inter-burundais sont incontournables pour faire face à la triple menace qui plane sur le pays » a souligné le président de l'ADC-Ikibiri. [Rpa/Isanganiro]

Selon l'opposition burundaise, toutes les couches de la communauté nationale et internationale, les églises, la société civile, même les diplomates accrédités à Bujumbura, se sont déjà exprimés sur cette question de négociations et convergent sur la nécessité d'un dialogue urgent entre les partenaires politiques burundais. [Isanganiro/Rpa/Bonesha/Rtr]

Selon le président de l'ADC-Ikibiri, il y a d'abord un groupe d'opposition SOS Guerre civile TUVUNE qui serait armé et qui un partenaire politique du parti présidentiel. Le président de l'ADC-Ikibiri a aussi fait savoir qu'une coalition des Partis pour la Restauration de la Démocratie au Burundi serait en train de s'organiser. | Economie - Le président de l'Olukeye Gabriel Rufyiri se montre inquiet par la volonté manifeste du gouvernement de revoir la hausse le prix de l'eau et de l'électricité, une mesure jugée insupportable par le président de l'Olukeye vue la pauvreté qui secoue les populations. Lors d'une conférence de presse animée ce mercredi à Bujumbura, l'Olukeye trouve que l'eau elle seule se hausse de plus de 300% de même que l'électricité et le nombre de KWH à donner aux ménages sera réduit de 45%, selon l'Olukeye. [Isanganiro/Bonesha/Rpa/Rtr]

Le président de l'Olukeye a envoyé une lettre du ministre de l'Énergie et Mines au deuxième vice-président de la République lui demandant l'autorisation de revoir la hausse de l'eau et de l'électricité. Dans cette lettre, selon le président de l'Olukeye, les prix seront effectifs à partir du septembre 2011. [Rtr/Bonesha/Isanganiro]

Sécurité - Des jeunes de Cibitoke membres du parti au pouvoir auraient disparu dans la forêt de Rukoko depuis un certain temps à la recherche d'Agathon Rwasa président du FNL en cavale depuis un certain temps. Un parent dont l'enfant a disparu dans ces conditions a fait savoir que son enfant a été appelé par les responsables de la jeunesse du parti au pouvoir à Buganda dans la province de Cibitoke et n'est plus revenu. Son corps a été retrouvé dans la forêt de Rukoko et a été enterré dans la précipitation totale et avec intimidation. [Isanganiro]

Société civile - Les organisations de la société civile du Burundi rencontrent, depuis ce mercredi et pour deux jours, le deuxième vice-président de la République Gervais Rufyikiri selon une source sur place à Gitega. Lors de cette rencontre, les organisations de la société civile se sont dites inquiètes par la lenteur de la justice burundaise dans l'affaire d'assassinat de Manirumva, ancien président de l'Olukeye tué par arme blanche en avril 2009. [Rtnb/Isanganiro]

Les représentants de la société civile burundaise se montrent inquiets par le manque de la justice dans les affaires d'assassinat surtout dans le cas de Manirumva. Lors de son discours d'ouverture des activités, le deuxième vice-président de la République Gervais Rufyikiri a salué le travail des organisations de la société civile et les a exhortés à travailler dans le but de faire développer le pays et de soigner son image. [Isanganiro]

Cependant, le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a ouvertement accusé les organisations de la société civile de se comporter comme des organisations politiques soulignant que ces mêmes organisations accusent le pouvoir au même titre que les partis de l'opposition. [Isanganiro/Rpa]

Du côté du forum pour le renforcement de la société civile burundaise (FORSC), c'est la grande déception de voir que le ministre de l'Intérieur et certains agents de l'administration accusent les membres de la société civile alors que leur rôle ne se limite que dans la défense des droits de l'homme sans pour autant chercher de intérêts politiques, comme l'a souligné le directeur général du Forsc, Pacifique Ninnahazwe. Notons que cette déception par une minute de silence à la mémoire d'Ernest Manirumva, ancien vice-président de l'Olukeye ainsi que milliers de Burundais qui sont tués ces derniers jours. [Isanganiro/Rpa]